

Où en sont les négociations de Londres ?

Christian Rakovsky

Source : « Russian Information and Review », 10 mai 1924, pp. 293-294. Traduction et note MIA.

Dans quelle mesure les rumeurs pessimistes qui ont circulé sur l'évolution des travaux de la Conférence [*de Londres*]¹ sont-elles justifiées ? Elles sont en réalité absolument sans fondement. Jusqu'à présent, aucun désaccord sérieux n'est apparu dans aucune des commissions. Cela ne signifie évidemment pas qu'à l'avenir, lorsque nous aborderons les grandes questions litigieuses, il n'y aura pas de différends sérieux entre les deux délégations. Cependant, l'attitude pragmatique dont les délégations ont fait preuve depuis le début des travaux de la Conférence nous aidera, je l'espère, à surmonter ces difficultés.

Je suis franchement étonné des opinions exprimées selon lesquelles la conférence n'a pas encore donné de résultats positifs jusqu'à présent. D'une part, les résultats obtenus par les commissions ne sont pas encore connus du public et, d'autre part, il ne faut pas s'attendre à ce que, sur des questions qui ont fait l'objet de dissensions pendant de nombreuses années entre l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne, nous puissions parvenir à un accord en l'espace de deux ou trois semaines. Pourquoi exiger de notre Conférence ce que l'opinion publique a vainement demandé aux gouvernements dans d'autres circonstances, par exemple sur la question des réparations [*entre l'Allemagne et les gouvernements de l'Entente*] ? Combien de temps a-t-on déjà consacré à ce différend, et qui peut dire quand la question sera réglée ? Pourtant, sur la question des réparations, les propositions fondamentales avaient été élaborées dès le traité de Versailles ; néanmoins, elles ne sont pas encore réglées.

Bien entendu, il ne faut pas en conclure que nous pensons que la résolution de nos questions litigieuses nécessitera une durée de temps similaire. Je souhaite simplement souligner le fait que lorsqu'il s'agit de sommes estimées à plusieurs milliards, un examen attentif et prudent de la question est une nécessité absolue.

Les critiques soviétiques

Que dire de la polémique qui a éclaté en Russie et qui a été utilisée par la presse conservatrice britannique afin de provoquer une rupture de la Conférence ?

Je ne cache pas qu'un certain changement s'est produit dans l'attitude générale de l'U.R.S.S. Avant l'ouverture de la Conférence, la presse soviétique la considérait avec beaucoup plus de confiance et

¹ La Conférence de Londres entre les représentants britanniques et la délégation soviétique (dirigée par Christian Rakovsky, alors Chargé d'Affaires à Londres) s'est tenue du 14 avril au 4 août 1924. Après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste britannique (janvier 1924) et la reconnaissance « de jure » de l'URSS par la Grande-Bretagne (1er février 1924), il s'agissait de parvenir à un traité anglo-soviétique sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Un traité de commerce fut finalement signé le 8 août mais ne fut jamais ratifiée à cause du scandale de la « Lettre de Zinoviev », un faux document qui précipita la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.

d'optimisme qu'après. Avant son ouverture, les déclarations de nos dirigeants politiques contenaient beaucoup moins de polémiques. Pour juger de l'importance du changement, il est nécessaire d'en connaître la cause. Celle-ci est triple : premièrement, le Mémoire des banquiers ; deuxièmement, les chiffres fantastiques qui ont été publiés dans les journaux britanniques et dont on nous a dit qu'ils seraient présentés comme revendications britanniques dans les négociations à venir ; et troisièmement, les événements en Afghanistan.

Dans leur Mémoire, les banquiers de la City ont adopté à l'égard du gouvernement soviétique une position qui avait pourtant été définitivement abandonnée avant même la conférence de Gênes. Les banquiers ne pensent rien de moins que de pouvoir utiliser les négociations actuelles pour mener à bien un programme qui signifierait la destruction virtuelle du pouvoir des Soviets. Les exigences des banquiers sont bien connues et je n'en ferai pas ici l'exposé, mais il est important de comprendre que ces exigences ont soulevé une tempête d'indignation parmi les ouvriers et les paysans de l'U.R.S.S. Nos dirigeants politiques ne peuvent donc s'empêcher d'exprimer les sentiments des masses. Cela explique les discours qui ont été exploités par la presse britannique, cette dernière ne reproduisant que les passages à caractère polémique, tout en évitant soigneusement d'évoquer toutes leurs parties les plus importantes.

Je dois cependant préciser que toutes ces déclarations ont été faites à titre privé et que le gouvernement soviétique n'est engagé par aucune déclaration officielle à se solidariser avec les résolutions adoptées par diverses organisations ou avec les discours prononcés par plusieurs dirigeants politiques de l'U.R.S.S. Mais on dit ici que toute notre presse est officielle et que ce qui y est imprimé représente l'expression de l'opinion du gouvernement. Il est vrai que toute notre presse est communiste, mais son expression est libre. Si elle n'avait pas cette liberté, elle ne pourrait pas exister en tant que presse communiste. Elle critique non seulement les gouvernements étrangers, mais aussi le gouvernement soviétique, c'est son droit le plus strict.

Les dettes britanniques et les pertes soviétiques

La deuxième raison que j'ai mentionnée ci-dessus est la parution dans les journaux soviétiques de télégrammes de Londres donnant les chiffres publiés dans la presse britannique sur les réclamations que l'on supposait devoir être présentées à la Conférence. Je ne dis pas que ces chiffres sont officiels, que le gouvernement britannique y souscrit, mais s'ils sont publiés dans la presse, notre opinion publique en tire donc la conclusion que les milieux intéressés, à savoir les détenteurs de titres de la dette publique et les capitalistes privés, s'efforceront d'obtenir du gouvernement britannique la présentation de ces sommes à la Conférence. Face à cette agitation, menée secrètement ou ouvertement par les créanciers et ex-proprétaires britanniques, notre opinion publique ne peut s'empêcher de protester et de rappeler les pertes énormes que l'Union soviétique a subies de la part des États européens, et de la Grande-Bretagne en particulier, au cours de l'intervention militaire.

On ne peut oublier que le revenu national de l'U.R.S.S., qui atteignait 15 milliards en 1913, est tombé à 4 milliards en 1921. Cette diminution est imputable pour moitié à la guerre impérialiste et pour moitié à la période d'intervention et de blocus. On ne peut oublier non plus que la somme totale de la richesse nationale soviétique, qui atteignait avant la guerre 150 milliards de roubles-or, est tombée approximativement à un quart de ce montant, un tiers de la perte étant, là encore, dû à la guerre mondiale, et deux tiers à l'intervention étrangère.

La population de l'U.R.S.S., qui était de 180 millions de personnes avant la guerre, est maintenant tombée à 130 millions, et même si nous tenons compte du fait que 25 millions de cette diminution concernent les territoires qui se sont séparés de l'U.R.S.S., la perte de population à l'intérieur des frontières de l'Union soviétique représente tout de même pas moins de 20 à 25 millions de personnes.

Cette population a en partie péri pendant la guerre mondiale, au cours de laquelle la Russie a eu à déplorer 2,5 millions de tués, ce qui représente environ 40 à 45 % des pertes totales des Alliés. L'autre

partie de la perte de population est due à l'intervention, notre Armée rouge à elle seule ayant perdu environ 1,5 million de soldats.

Si l'on ajoute à cela le nombre de victimes de la famine et des épidémies, on peut aisément imaginer l'état dans lequel notre pays a été réduit après la période de guerre et d'intervention.

Ces faits sont profondément gravés dans la conscience de chaque ouvrier et paysan soviétique et ils sont connus de tous les peuples de l'Union des républiques soviétiques, car une guerre ininterrompue a sévi sur les cinq sixièmes du territoire soviétique.

Les événements en Afghanistan

Enfin, la troisième cause qui a exercé une influence défavorable sur l'opinion publique soviétique est l'évolution de la situation en Afghanistan. Une rébellion contre-révolutionnaire s'y est produite, dirigée contre le gouvernement afghan, qui s'est efforcé d'introduire dans son pays une administration de type européen. L'opinion publique afghane accuse certains représentants britanniques bien connus d'être les instigateurs de cette rébellion.

Ces événements ont été rapportés dans la presse soviétique et ont contribué à renforcer le pessimisme quant à l'issue de la Conférence de Londres, déjà suscité par le Mémorandum des banquiers. Je crois cependant que l'opinion publique soviétique a déjà commencé à se calmer et je pense que dans très peu de temps les relations seront ce qu'elles étaient avant l'apparition du Mémorandum des banquiers. Mais il est évident que la manifestation d'une disposition amicale de la part des grandes masses populaires ne dépend pas seulement des souhaits du gouvernement et des dirigeants politiques soviétiques.

J'ose espérer que la presse britannique adoptera elle aussi une attitude plus prudente, plus réfléchie, plus sérieuse et moins hostile à l'égard de la Conférence anglo-soviétique.